

Des allégations « préoccupantes » dans une école de Laval

L'école secondaire Saint-Maxime, à Laval, fait actuellement l'objet de « vérifications » de la part du Centre de services scolaire de Laval pour de possibles accrocs à la loi sur la laïcité.

Des prières en classe. Des membres du personnel qui se parlent entre eux et s'adressent aux élèves en arabe. Une nouvelle école a été signalée au ministère de l'Éducation pour de possibles accrocs à la loi sur la laïcité : l'école secondaire Saint-Maxime, à Laval. Elle fait actuellement l'objet de « vérifications » du Centre de services scolaire (CSS) de Laval.

Katia Gagnon et Caroline Touziné, Équipe d'enquête, La Presse



L'établissement a aussi été le théâtre de fortes réticences d'élèves aussitôt qu'il est question de sexualité dans les cours ou les activités en milieu scolaire.

« Les éléments rapportés sont très préoccupants et n'ont pas leur place dans une école québécoise, indique la porte-parole du CSS, Annie Goyette, en réponse aux questions de *La Presse*. Dès que nous avons été informés des allégations, nous avons immédiatement entrepris des vérifications. Ces vérifications se poursuivent avec rigueur et, si des actions de notre part doivent être posées, nous nous assurerons qu'elles le soient avec la plus grande diligence. »

« Nos équipes de direction d'écoles sont sensibilisées aux enjeux reliés aux principes de laïcité et notre centre de services scolaire offre un accompagnement aux milieux pour les soutenir dans leurs interventions, déclare le directeur général du CSS, Yves Michel Volcy. Parce que oui, il arrive que nous devions intervenir pour expliquer, sensibiliser, éduquer et faire respecter nos obligations. Et je veux être très clair à ce niveau, lorsque nous sommes informés d'une situation, nous intervenons. Il y va de notre responsabilité. »

Le témoignage du dénonciateur initial, que *La Presse* a obtenu, fait état de nombreux enjeux liés à la laïcité dans cette école qui compte une forte présence maghrébine. Cet ancien employé de l'école y a travaillé pendant plusieurs années. Il ne travaille plus à Saint-Maxime.

« Briser le silence »

Ce sont les événements survenus à l'école Bedford qui ont convaincu cette source, que nous appellerons source A, de porter plainte au ministère de l'Éducation. Elle a requis l'anonymat, ce que nous avons accepté pour protéger le caractère confidentiel du processus de dénonciation.

« Ces événements m'amènent à vouloir briser ce silence en dénonçant une série de faits et de gestes qui suscitent de l'inquiétude et du désarroi, pour ne pas dire de la colère, face à des comportements et de la promotion de croyances et de valeurs qui ne sont pas du tout en accord avec les principes de la laïcité, de nos valeurs et de nos règles de vie en société », écrit-il dans sa plainte.

La Presse a pu corroborer plusieurs éléments de ce témoignage initial à l'aide d'une seconde source, qui a aussi travaillé pendant plusieurs années à Saint-Maxime. Cette source, que nous désignerons comme source B, a quitté l'école. Elle a aussi requis l'anonymat, craignant des représailles professionnelles.

Des prières dans les classes

Premier point : la prière à l'école. À Saint-Maxime, des élèves utilisent les salles de classe ou les corridors pour prier. « Certains enseignants maghrébins laissent des élèves faire la prière dans leur classe pendant la période de leur cours. Il n'y avait pas vraiment d'intervention. La direction, si elle intervenait, s'adressait directement au prof... mais ça recommençait de plus belle », indique la source A.

« Un enseignant s'est déjà fait rencontrer par la direction parce qu'il priait dans les pauses avec ses élèves. C'est une surveillante qui avait surpris une dizaine de jeunes qui priaient avec le prof, dans la classe », confirme notre second informateur.

Il y avait des ablutions qui se faisaient dans les toilettes, ils cherchaient des coins isolés dans les corridors pour faire leurs prières. Aussitôt qu'on les arrêtait, la gang nous sautait dessus. Monsieur, vous ne pouvez pas arrêter ça, c'est la prière, c'est Dieu. On se faisait accuser de racisme constamment.

La source B

« Nous avons effectivement dû intervenir à quelques occasions pour faire respecter les principes de laïcité, précise Annie Goyette, porte-parole du CSS. Chaque fois, l'équipe-école s'est assurée d'intervenir de manière respectueuse et éducative auprès de l'élève concerné, en nommant clairement qu'il n'était notamment pas possible de prier ni à l'intérieur ni sur le terrain de l'école. »

Des retards motivés pour aller à la mosquée

Certains élèves qui se rendaient prier à la mosquée le vendredi voyaient d'ailleurs leurs retards motivés systématiquement par certains membres du personnel. « Les autres enseignants qui ne motivent pas se font traiter de racistes parce qu'ils appliquent les règles concernant les retards de ces élèves », souligne la source A.

« La fréquentation de la mosquée n'est pas un motif de retard acceptable, indique Annie Goyette. Des interventions ont été effectuées auprès de certains élèves à cet égard et les parents ont été informés. Un nouveau membre dans l'équipe aurait effectivement autorisé certains retards en début d'année qui n'auraient pas dû l'être, mais des correctifs ont rapidement été apportés. »

Des membres du personnel qui se parlent en arabe

« Des professeurs maghrébins se parlent en arabe dans la salle des enseignants, devant les autres professeurs non maghrébins », indique la source A.

Chaque année, la direction de l'école demandait, en assemblée générale, de parler français pour le respect de tous, mais cette demande est ignorée par ces enseignants.

La source A

La source B confirme que la direction est intervenue plus d'une fois pour établir que le français était la langue commune à l'école.

Mais il arrive également que du personnel d'origine maghrébine s'adresse aussi aux élèves en arabe, témoigne la source A. Elle dit avoir vu des enseignants s'adresser à leurs élèves en classe en arabe. « Une secrétaire de direction parlait aux parents en arabe, même lorsque nous étions là en intervention avec les parents et/ou l'élève », relate cette même source, qui indique que ces échanges, dont il ne pouvait saisir la teneur, compliquaient son travail.

Réfractaires à l'éducation sexuelle

En avril 2023, la troupe de théâtre Parminou s'est rendue à Saint-Maxime pour y présenter la pièce de théâtre *Embrasse-moi si tu veux*. La pièce, un projet financé par le ministère de la Santé et des services sociaux, aborde les thèmes de la prévention des ITSS et des grossesses, des relations amoureuses saines et du consentement.

La seconde représentation a été interrompue à plusieurs reprises par un groupe d'élèves maghrébins qui étaient heurtés par les thèmes abordés. « J'ai été témoin du brouhaha », dit la source A, qui indique qu'un « gros groupe » d'élèves maghrébins « lançait des pétards, criait, faisait sonner des alarmes. C'était la débandade totale. »

« Les élèves criaient tout le long. Je ne sais pas ce qu'ils criaient ou comment ils criaient, mais c'est sûr que ça a été une représentation très problématique », dit Ariane Coddens-Bergeron, responsable des communications de la troupe Parminou. Les comédiens ont dû arrêter le spectacle deux fois pour rappeler les élèves à l'ordre ; « ce qu'on fait très rarement », précise M^{me} Coddens-Bergeron.

« Il y avait quatre représentations prévues dans cette école-là. Après les deux premières, l'équipe a spécifié à l'école que si ça se reproduisait pendant les prochaines représentations, ils n'hésiteraient pas à quitter la scène, mais ça ne s'est pas produit. »

« Les pièces de théâtre à l'auditorium... ça avait choqué beaucoup de monde. Les jeunes étaient secoués, scandalisés », se souvient la source B.

Intolérance face à l'homosexualité

Par ailleurs, plusieurs élèves ont des problèmes avec les cours d'éducation sexuelle, notamment sur le thème de l'homosexualité, indique la source B. Elle raconte avoir déjà croisé un jeune qui avait quitté précipitamment sa classe, effaré de ce qu'il entendait. « Il est sorti de la classe, il disait qu'il devait aller se purifier parce qu'il avait entendu des choses qui n'avaient pas d'allure dans sa classe », raconte la source.

L'homosexualité faisait beaucoup réagir les élèves, poursuit la source B. « Un élève m'a déjà dit : je peux accepter de parler français. Mais vous ne me ferez jamais accepter l'homosexualité », dit la source. Des affiches de prévention de l'homophobie étaient régulièrement arrachées ou vandalisées, ajoute la source A. « Il y a beaucoup de propos homophobes de la part des élèves. »